L’art de la guerre selon l’UE

Le 22-03-2025

Télécharger ou imprimer au format PDF

Image

Par Joël Perichaud, secrétaire national du Pardem aux relations internationales

"*Les États n'ont pas d'amis, ils n'ont que des intérêts.*"
Charles de Gaulle

Cette citation, mille fois entendue, prend tout son sens aujourd'hui. Sans développer dans cet article, redisons simplement, pour la énième fois, que seules les nations souveraines peuvent exprimer et défendre les intérêts du peuple qui les compose. Et, par conséquent, que la pseudo l'Union européenne est aux antipodes de l'intérêt de chaque peuple des États membres. Mais, à l'époque, la création de l'UE ainsi que celle de l'OTAN, était une volonté politique insistante des États-Unis pour, prioritairement, «contenir» l'Union soviétique (politique dite du containment). Mais les temps ont changé et autres temps… autres mœurs politiques américaines. Pourtant, l'UE et ses thuriféraires de tous poils suivent docilement, quel que soit le locataire de Washington, les politiques de l'empire américain. Pourquoi ?

L'Ukraine, faux-prétexte de L'UE pour suivre l'exemple US

Depuis le retour de Donald Trump à la Maison Blanche, le conflit entre les États-Unis et l'Europe s'intensifie.
En 2017, après un sommet du G7 tendu avec Trump, la chancelière allemande Angela Merkel avait déclaré que les temps étaient révolus «*où l'on pouvait compter entièrement sur les autres* » et que « l*es Européens devaient prendre leur destin en main* »… Sans rupture avec les USA.
Sous la présidence de Joe Biden, les États-Unis et l'UE ont continué à collaborer étroitement pour intensifier la guerre US par procuration contre la Russie en Ukraine. L'Allemagne, initialement réticente à mettre fin à ses approvisionnements en gaz russe, est devenue, après le sabotage occidental du pipe-line Nord Stream II, le principal donateur de l'Ukraine après les États-Unis. Les deux pays ont poursuivi l'objectif de battre la Russie sur le plan militaire pour pouvoir la dépecer en s'appropriant ses richesses.
Cependant, après le retour de Trump au pouvoir, il est rapidement devenu clair que sa politique « Rendre sa grandeur à l'Amérique » (Make America Great Again - MAGA) ne visait pas seulement la Chine et d'autres rivaux économiques et politiques, mais aussi ses anciens « alliés » européens. Trump a rapidement annoncé des droits de douane de 25 % sur les importations en provenance de l'UE.
À la Conférence de Munich sur la Sécurité (14 au 16 février 2025), le Vice-président américain JD Vance a critiqué le recul de la liberté d'expression dans l'UE tandis que le multimilliardaire Elon Musk soutenait le parti Alternative pour l'Allemagne (AfD) lors de sa campagne électorale en Allemagne.
Lorsque Trump a contacté le Président russe Vladimir Poutine - contournant les gouvernements européens et ukrainiens - et convenu de négociations pour régler le conflit en Ukraine, la panique s'est répandue dans les capitales européennes : Trump et Poutine pourraient conclure un accord au détriment de l'UE.
Le (probable) futur Chancelier allemand Friedrich Merz (Union chrétienne-démocrate, CDU) a averti (émission Morgenmagazin - télévision publique allemande) : «*Nous devons nous préparer au fait que Donald Trump n'acceptera plus sans restrictions les engagements de défense collective de l'OTAN* ». Merz a exigé que l'UE «*mette tout en œuvre pour être au moins capable de défendre le continent européen par elle-même* », proposant un bouclier nucléaire commun avec la France et le Royaume-Uni. Macron s'est immédiatement déclaré prêt à « partager » la force nucléaire française accédant ainsi à un vieux rêve allemand et mettant fin à la souveraineté militaire de la France.
Merz a déjà déclaré, le soir des élections, que sa priorité absolue était de renforcer l'Europe «*afin que nous puissions obtenir progressivement l'indépendance vis-à-vis des États-Unis* ». Il a ajouté: «

Je n’aurais jamais cru devoir dire une chose pareille dans une émission de télévision ».
Rappelons que Friedrich Merz et son parti conservateur, la CDU, ont subi un revers majeur lors des élections du 23 février dernier : 28,5%, le plus faible score jamais obtenu depuis 1950. Il faut dire que la CDU est le parti le plus pro-américain depuis Konrad Adenauer (premier Chancelier allemand de l’après-guerre), que Merz a présidé le Think Tank Atlantik-Brücke et a été le responsable du fonds d'investissement américain BlackRock en Allemagne. Son passé le poursuit peut-être… Mais le fait qu'il s’oppose si clairement, du moins en paroles, à Washington montre à quel point le conflit est profond.
De son côté, notre sémillant Président, Emmanuel Macron, a répondu à Trump en convoquant les chefs de gouvernement « européens » à deux sommets (rien que ça…) de crise à Paris puis, en se rendant à Washington (en personne !) pour tenter de faire changer Trump d'avis. Comme d’habitude, outre l’échange de compliments, il est reparti la queue entre les jambes car Trump a refusé de fournir des garanties de sécurité américaines pour l'Ukraine et a souligné que c'était la tâche des Européens. Il n'a accepté une participation « européenne » ou ukrainienne aux négociations que de manière très vague.
Après l’altercation du 28 février dernier, Trump a de nouveau reçu le président ukrainien Volodymyr Zelensky pour signer un traité qui rend l'Ukraine économiquement dépendante des États-Unis pendant des décennies. En effet, Kiev s'est engagé à verser 50 % de tous les revenus futurs liés aux matières premières et à la logistique qui les accompagnent dans un fonds co-administré avec les États-Unis.

USA = 1, UE = 0, Ukraine = -1

L’UE et les europiomanes sont vent debout contre cet accord, car ils se sentent floués de leur part du butin. En effet, l’UE et Berlin organisent depuis longtemps des « congrès » sur la « reconstruction » de l’Ukraine, dont les multinationales et les entreprises allemandes espéraient tirer d’énormes profits (voir : Ukraine : les investisseurs-vautours planifient le dépeçage du pays). Et n’oublions pas que la France, selon le ministre des Armées Sébastien Lecornu, négocie l’approvisionnement de matières premières précieuses pour son industrie de défense avec l’Ukraine depuis octobre 2024…
Retenons également que pendant l’entretien Trump / Macron, à l'Assemblée générale des Nations unies, les États-Unis ont voté contre une résolution présentée par l'Ukraine, décrivant la Russie comme l'agresseur dans la guerre en Ukraine et appelant à la restauration de l'intégrité territoriale de l'Ukraine. Au Conseil de sécurité, les cinq membres européens (1) se sont abstenus de voter une résolution sur l'Ukraine soutenue par les États-Unis, la Russie et la Chine. Cette résolution prône la paix en Ukraine sans condamner la Russie ni exiger le retour aux anciennes frontières.
Les votes sur ces résolutions sans portée pratique ont une grande valeur symbolique. En effet, les États-Unis ne s’étaient jamais alliés à la Russie, à la Chine et à la Corée du Nord contre l’Europe sur des questions géostratégiques aussi importantes.
De quoi faire paniquer les gouvernements europhiles et leurs médias.
Quoique l’on pense de Trump, il faut reconnaître qu’il est pragmatique. C’est pourquoi, ayant compris que l’Ukraine a perdu la guerre, il désengage les USA, tente de faire rembourser les millions de dollars « investis » sur Zelensky en minerais et terres rares ukrainiens et laisse ses vassaux européens se débrouiller avec le chaos semé par Biden. Chapeau l’artiste !
Mais enfermés dans leur mensonge sur la guerre non-provoquée par les USA, l’OTAN et leur soutien à Zelensky et à la caste néo-nazie au pouvoir en Ukraine, les gouvernements néolibéraux européens réagissent en persistant dans leurs mensonges et en se réarmant comme jamais depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Les va-t-en-guerre de l’UE veulent poursuivre la guerre en Ukraine par leurs propres moyens, et ce quoiqu’il en coûte aux peuples. Ayant déjà considérablement augmenté leurs dépenses militaires ces dernières années, ils prévoient maintenant de les augmenter très rapidement de centaines de milliards d'euros, de convertir l'industrie à la

production d'armes, de réintroduire le service militaire obligatoire et de militariser la société dans son ensemble.
Cette orientation guerrière sera le prétexte à des coupes massives dans les dépenses de protection sociale, d'éducation et de santé et à des augmentations sans précédent sur l'énergie, le transport, etc. Bref, une attaque féroce contre les classes dominées, qui devront supporter les conséquences du réarmement et servir si besoin de chair à canon pour la guerre future.

Mais qu'importe. Les gouvernements et l'UE néolibérale ainsi que les européistes bornés sont prêts à sacrifier leurs peuples pour tenter de sauver leur idéologie européiste. Comme le dit Norbert Röttgen, expert en politique étrangère de la CDU, « *si l'Ukraine se désintégrait, l'UE et l'OTAN n'existeraient plus sous leur forme actuelle ». Nous y revoilà. Il faudrait « sauver l'Europe* » !
C'est pourquoi, le ministre allemand de la Défense, Boris Pistorius (SPD), a déclaré au journal Bild que le budget militaire devrait au moins doubler pour dépasser 100 milliards d'euros dans les années à venir soit, plus de 3 % du PIB allemand et que les écologistes, qui après avoir été pacifistes se sont convertis à la guerre à outrance, ont appelé à « *une offensive d'investissement majeure pour apporter un soutien encore plus important à l'Ukraine et améliorer rapidement et efficacement les capacités de défense de l'UE qui nécessiterait un fonds de défense de 500 milliards pour soutenir l'Ukraine et pour un approvisionnement conjoint en armes au sein de l'UE* ».
Qui serait assez naïf pour croire que le réarmement de l'Europe vise la « défense » ou la « paix » plutôt que le début d'une nouvelle phase de conflits féroces entre prédateurs néolibéraux et libertariens, comme ceux de la première moitié du XXe? siècle, avec ses deux guerres mondiales.
Sans oublier que ceux qui assurent que la Russie aurait les moyens d'envahir l'Union européenne sont aussi ceux qui, depuis deux ans, répètent que Moscou est sur le point de s'effondrer et que la victoire ukrainienne est à portée de main.

Contre-révolution sociale aux États-Unis et dans les pays de l'UE

La Chambre des représentants des États-Unis a franchi une première étape en adoptant un premier plan budgétaire qui met en œuvre les plans de l'administration Trump visant à opérer des coupes dévastatrices dans les dépenses sociales, en particulier dans le domaine de la santé. Cette mesure marque le début du processus dit « de rapprochement » au cours duquel le Congrès adopte un budget annuel unique et une loi fiscale qui ne peuvent faire l'objet d'une obstruction au Sénat.
Le « rapprochement » est le mécanisme privilégié par Trump pour promulguer unilatéralement l'essentiel de son programme, sans négocier avec les Démocrates. Le projet de loi final devrait intégrer bien plus que des éléments budgétaires et permettre d'apporter des changements majeurs à des politiques allant de l'immigration à l'environnement. Ces dispositions budgétaires montrent la colossale contre-révolution sociale que la seconde administration Trump cherche à mettre en œuvre.
Il s'agit notamment d'augmenter les dépenses jusqu'à 300 milliards de dollars pour l'armée, l'immigration et l'application des lois sur les frontières, et de réduire les dépenses d'environ 2 000 milliards de dollars pour toutes les autres fonctions gouvernementales, principalement les soins de santé, l'éducation, les aides alimentaires, les transports et l'environnement. La législation prévoirait jusqu'à 4 500 milliards de dollars de réductions sur 10 ans, la plus grande partie provenant des programmes de soins de santé, dont le plus important, en personnes concernées, est Medicaid qui fournit une couverture médicale aux couches les plus pauvres, des allocations d'invalidité et des soins en maison de retraite pour des millions de personnes âgées. Au total, 72 millions de personnes seront touchées, soit plus de 20 % de la population des États-Unis.
La commission de l'agriculture de la Chambre des représentants, qui a compétence sur le programme de bons d'alimentation, est chargée de réduire les dépenses de 230 milliards de dollars au cours des dix prochaines années… sans toucher aux aides versées aux géants de l'agro-industrie.
Suite aux messages de Musk à l'ensemble du personnel fédéral, exigeant que chaque employé

fournisse un résumé en cinq points de ses réalisations professionnelles de la semaine écoulée, sous peine d'être licencié, un million de fonctionnaires, soit près de la moitié de l'effectif, n'a pas répondu et Trump a déclaré que leurs emplois devaient tous être considérés comme menacés.
Trump a publié un décret exigeant que chaque agence et département fédéral élabore des plans de licenciements collectifs, appelés « réductions de personnel » (RIF). Trump a félicité Lee Zeldin, directeur de l'Agence pour la protection de l'environnement (EPA), pour avoir préparé des plans visant à supprimer 65 % de la main-d'œuvre de l'EPA.
Le 14 mars, un budget provisoire (jusque en septembre) a été adopté, avec la complicité des sénateurs Démocrates, afin d'éviter une fermeture partielle du gouvernement fédéral (shutdown). Il comprend de nouvelles réductions des dépenses de l'État fédéral, conformément au désir de Trump et Musk, et confirme que, malgré leurs cris d'orfraie, les Démocrates et les Républicains sont d'accord la politique d'austérité à mener.
Les coupes sombres menées aux États-Unis constituent un exemple alléchant pour l'UE. D'ailleurs la seule chose à retenir du lamentable discours de Macron le 5 mars est de nous préparer à des « sacrifices nécessaires » pour préparer la guerre contre la Russie. Sous le prétexte de réorienter l'économie vers la guerre, la pression sur les salaires, les services publics, la santé, etc. va considérablement s'accentuer. Pour financer sa guerre, l'UE et les gouvernements à ses ordres vont « devoir » faire des « économies » sans précédent. Nous savons déjà que seuls les peuples paieront… Et très cher.

La nouvelle internationale brune en embuscade

Les 7 et 8 février, le groupe Patriotes pour l'Europe au sein du Parlement européen, qui représente 16 partis nationaux, s'est réuni à Madrid pour un «Sommet des Patriotes». Il était organisé par le parti espagnol Vox, regroupant les nostalgiques du dictateur fasciste Francisco Franco, et a accueilli 2 000 participants. Le slogan était «Make Europe Great Again» (Rendre sa grandeur à l'Europe), en référence au slogan MAGA de Trump.

Image

Capture d'écran du communiqué de presse du «Patriots Summit» [Photo: patriots.eu]

Le ton était euphorique : Santiago Abascal (leader de Vox) a qualifié Trump de « compagnon d'armes dans la bataille pour le bien, pour la vérité, le bon sens et la liberté ». Pour le Premier ministre hongrois Viktor Orbán, « *la tornade Trump a changé le monde en deux semaines […] Les gens pensaient que nous représentions le passé. Aujourd'hui, tout le monde voit que nous sommes l'avenir* ».
Marine Le Pen, cheffe de file du Rassemblement national (RN), a déclaré aux délégués : « *À un moment, il faut voir ce qui se passe dans le monde aujourd'hui : Milei, Trump, Orban, Meloni, notre parti allié autrichien est en tête, nous sommes en tête, nos amis flamands sont en tête. Il faut analyser cela, et je crois que c'est une forme de renaissance à laquelle on assiste.* »
Et Le Pen s'est montrée plus directe quant à la signification de la « renaissance » dont parle le RN. Elle a appelé à une nouvelle « Reconquista » de l'Europe, faisant référence aux campagnes médiévales menées par les monarques chrétiens contre les royaumes musulmans en Espagne. Cette référence est partagée par plusieurs intervenants : Geert Wilders, le chef du Parti néerlandais pour la liberté, a loué les « *vaillants chevaliers espagnols* » qui «*ont été les premiers à faire reculer l'Islam* », et Santiago Abascal a évoqué le «*mur de l'Europe contre l'avancée de l'islamisme. Nous sommes prêts à redevenir ce mur* ».
Orbán a exigé que « *tous les pouvoirs de l'État défendent la culture chrétienne » et Andre Ventura, chef du parti Chega (Portugal), a déclaré: « Nous devons faire ce que Trump nous a dit : Lutter, lutter, lutter. Nous devons reconquérir une Europe qui est la nôtre et qui nous appartient. Une Europe chrétienne.* »

Au pouvoir dans certains pays et en concurrence sérieuse dans d’autres, ces organisations ont été renforcées par des décennies de trahison des classes populaires, perpétrée par les partis « sociaux-démocrates », de gauche et les syndicats réformistes financés par l’UE et devenus pro-européens. Elles ont un discours anti-establishment, anti-système, s’appropriant de nombreuses revendications socio-économiques des salariés, des artisans, des travailleurs indépendants, des agriculteurs et des jeunes, abandonnés depuis des décennies par les partis dits « de gouvernement » et par les syndicats convertis au néolibéralisme. Ces revendications légitimes ont été re-formulées dans des termes de droite et d’extrême droite, nationalistes (et non de défense de la Nation) sans référence à une lutte des classes dominées contre un système néolibéral national ou européen.
Dans les faits, le programme de chacune de ses organisations pour son pays est une version locale de « l’Amérique d’abord », qui prétend profiter aux seules populations autochtones. Ce discours nationaliste est utilisé pour masquer leur programme économique, aussi anti-social (si ce n’est plus) et liberticide que celui des gouvernements dont les peuples sont affligés aujourd’hui.
Ainsi, Kemi Badenoch (cheffe du parti conservateur de Grande-Bretagne) déclare : « *Le peuple britannique doit passer en premier. Nous ne pouvons pas continuer à accumuler des dettes pour nos enfants. Nous avons besoin d’un gouvernement plus petit et de dépenses plus judicieuses. Le monde ne doit la vie à personne. Des millions de personnes ne peuvent pas se contenter de vivre de l’aide sociale et espérer être payées pour cela.* »
Les attaques contre les migrants constituent toujours la pointe émergée d’une attaque généralisée contre les classes populaires et leurs droits sociaux. Ce qui est dit aujourd’hui contre les « étrangers » sera dit demain contre les « profiteurs » et après-demain contre tous les pauvres « indignes ».
Ces diatribes visent à détourner l’attention des causes réelles des guerres et de la pauvreté : les politiques néolibérales menées au profit des multinationales, des milliardaires, des ultra-riches, qui s’approprient les ressources des nations et récoltent les dividendes grâce à l’exploitation de tous les travailleurs.
Abascal, minimisant les tarifs douaniers de Trump contre l'Union européenne, n’a-t-il pas déclaré à la conférence de Madrid: « *Le tarif exorbitant c’est le Pacte vert et les taxes confiscatoires de Bruxelles et des gouvernements socialistes à travers l’Europe* ». Oui, vous avez bien lu… Selon ce fasciste notoire, il y aurait des gouvernements socialistes en Europe…
L’alternative de l’extrême droite à des politiques écologiques, est d’ouvrir en grand les robinets, en augmentant les profits du lobby des énergies fossiles, ainsi que la pollution et les conditions météorologiques extrêmes dont les conséquences frappent encore plus durement, partout, les plus pauvres.
Pour le grand capital et son monde globalisé et interconnecté confronté à des crises d’ampleur, les gouvernements néolibéraux « classiques », s’ils ont été d’excellents et dévoués serviteurs, ne garantissent plus la stabilité politique nécessaire à l’accroissement des profits. Alors, devant leur faillite politique, il faut, comme un pneu crevé, les remplacer. La roue de secours d’extrême droite est déjà mise en place.

Il ne tient qu’aux classes dominées, aux peuples épris de justice sociale, de souveraineté, de liberté et d’égalité de faire échouer ce plan mortifère.

Notes :
1 - Le Conseil de sécurité se compose de 15 membres, dont cinq membres permanents : Chine, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, France et Royaume-Uni, et 10 membres élus par l'Assemblée générale pour un mandat de deux ans : Algérie, Danemark, Grèce, Guyane, Pakistan, Panamá, République de Corée, Sierra Leone, Slovénie et Somalie.

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire